



Fédération Syndicale Unitaire
Conseil Fédéral Régional - Occitanie
52 rue Babinet - 31100 Toulouse

Communiqué de presse – FSU Occitanie

Entre priorité à la jeunesse et réarmement : le choix inquiétant de la Région Occitanie

Après l'avoir présenté le 12 juin en Assemblée plénière, la région Occitanie a adopté un contrat de filière, d'un montant total de 200 millions d'euros « afin de faire de son territoire un acteur clé du réarmement ».

La FSU Occitanie dénonce cet engagement budgétaire et ce qu'il concrétise en termes de priorités et d'orientation politiques.

Celui-ci vient en effet "devancer l'appel" par rapport à d'autres Régions de France, et s'inscrire dans la continuité politique d'un E. Macron qui instrumentalise la situation internationale et joue opportunément sur l'anxiété citoyenne pour légitimer des politiques budgétaires libérales au service d'intérêts privés.

Il prend place, en outre, dans un contexte budgétaire d'austérité qui rend encore plus inacceptable l'augmentation du budget militaire aux dépens d'autres budgets, et notamment ceux des Services publics au premier rang desquels l'Éducation et la Santé, dont les besoins en investissements massifs sont connus et reconnus.

Ce choix est par ailleurs à mettre au regard d'autres décisions prises par la région Occitanie : si la région est effectivement soumise au désengagement scandaleux de l'État que traduit la baisse significative des dotations financières aux collectivités territoriales – ce que la FSU a dénoncé – elle prend certaines orientations budgétaires qui vont à l'encontre de l'intérêt de la jeunesse.

Comment ainsi comprendre que la région Occitanie s'engage sur un plan à 200 millions d'euros – au prétexte d'une commande présidentielle enjoignant au réarmement – quand, dans le champ de l'éducation, se mettent en place des restrictions au nom d'un « effort budgétaire » présenté comme nécessaire, mais qui laisse manifestement des marges de manœuvre pour investir largement au-delà des compétences des Régions :

- suspension ou report de certains travaux dans les lycées de la région, alors même que les investissements sont indispensables et parfois urgents pour ce qui relève de l'amélioration des conditions d'accueil et d'apprentissages des élèves (rénovation des locaux, des internats, ...), de la mise aux normes, de la rénovation et de la modernisation sur le plan énergétique, et pour faire face au défi climatique, ainsi que de la sécurisation - ces éléments de compétence régionale, ont d'ailleurs fait l'objet d'une l'alerte du CESER dans son dernier avis sur le budget ;
- suppression de certains postes d'Agents Régionaux des Lycées, pourtant clefs (postes de magasiniers pédagogiques, postes d'accueil, d'entretien, etc...)

- difficulté à assurer un remplacement efficace des Agents Régionaux des Lycées (qui exige des recrutements) ;
- fin de la distribution des manuels dans les établissements par les personnels recrutés pour cela, ce qui va déporter la tâche sur des personnels de l'État dont ce n'est pas la mission, et qui va dès lors dégrader les conditions de travail et déstabiliser les services ;
- réduction significative de la commande en formation continue auprès de l'Éducation nationale et de l'enseignement agricole public, ce qui met potentiellement en difficulté les opérateurs publics de la Formation Continue des Adultes que sont les GRETA et les CFPPA, avec le risque de nombreuses suppressions de postes dans ces établissements et de réduction possible de l'offre de formation publique en proximité ;

Dans ce contexte, la FSU Occitanie réaffirme aussi également son opposition ferme et définitive au subventionnement de l'enseignement privé sous toutes ses formes :

- elle déplore ainsi que la Région continue d'accompagner par des subventions non obligatoires un enseignement privé dont toutes les études ont fait la preuve qu'il minait la mixité scolaire et était porté par des logiques de séparatisme social qu'aucune force progressiste ne peut cautionner ;
- elle exprime également son incompréhension face au soutien actif et financier important accordé aux écoles ETRE, écoles privées dont les formations concurrencent celles des établissements de l'enseignement agricole publics et qui peuvent en détourner de nombreux jeunes.

La FSU Occitanie a déjà interpellé sur ces problématiques les élu·es de la région dans le cadre des Conseils d'administration des lycées ou lors des instances académiques et régionales.

Porteuse d'alternatives économiques, sociales et environnementales, qui ne passeront que par une ambition donnée à l'Éducation, la FSU continue de réaffirmer que c'est à la jeunesse que la priorité doit être donnée : la jeunesse attend qu'on l'accompagne sur la voie de l'émancipation. Pour la FSU, seules des perspectives progressistes tournées vers la justice sociale et la solidarité, seuls des engagements ambitieux pour l'avenir de la planète et pour la paix doivent servir de priorité et prévaloir dans la période que nous traversons.

De ce point de vue, la priorité donnée au réarmement relève du contresens.